EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE URBAINE MARSEILLE PROVENCE METROPOLE

Séance du 25 septembre 2015

Monsieur Guy TEISSIER, Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 107 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Christian AMIRATY - René AMODRU - Robert ASSANTE - Mireille BALOCCO - Marie-Josée BATTISTA - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Sabine BERNASCONI - Jean-Pierre BERTRAND - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Roland BLUM - Patrick BORE - Nicole BOUILLOT - Valérie BOYER - Laure-Agnès CARADEC - Eugène CASELLI - Michel CATANEO - Sophie CELTON - Catherine CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Alain CHOPIN - Anne CLAUDIUS-PETIT - Frédéric COLLART - Monique CORDIER - Vincent COULOMB - Sandrine D'ANGIO - Anne DAURES - Christophe DE PIETRO - Dominique DELOURS - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Nouriati DJAMBAE - Emilie DOURNAYAN - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Josiane FOINKINOS - Arlette FRUCTUS - Samia GHALI - Karim GHENDOUF - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Jean-Pierre GIORGI - André GLINKA-HECQUET - Martine GOELZER - Vincent GOMEZ - José GONZALES - Régine GOURDIN - Marcel GRELY - Annie GRIGORIAN - Andrée GROS - Daniel HERMANN - Michel ILLAC - Bernard JACQUIER - Christian JAILLE - Nathalie LAINE - Albert LAPEYRE - Laurent LAVIE - Eric LE DISSES - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Marc LOPEZ - Laurence LUCCIONI - Antoine MAGGIO - Patrick MAGRO - Bernard MARANDAT - Hélène MARCHETTI - Bernard MARTY - Florence MASSE - Guy MATTEONI - Patrick MENNUCCI - Danielle MILON - Richard MIRON - André MOLINO - Jean MONTAGNAC - Yves MORAINE - Roland MOUREN - Marie MUSTACHIA - Lisette NARDUCCI - Jérôme ORGEAS - Nadine PADOVANI-FAURE-BRAC - Grégory PANAGOUDIS - Elisabeth PHILIPPE - Claude PICCIRILLO - Marc POGGIALE - Véronique PRADEL - Marlène PREVOST - Stéphane RAVIER - Jean ROATTA - Carine ROGER - Georges ROSSO - Lionel ROYER-PERREAUT - Roger RUZE - Sandra SALOUM-DALBIN - Guy SAUVAYRE - Isabelle SAVON - Marie-Xavière SCOTTO DI UCCIO - EMMANUELLE SINOPOLI - Nathalie SUCCAMIELE - Guy TEISSIER - Jean-Louis TIXIER - Maxime TOMMASINI - Cédric URIOS - Lionel VALERI - Martine VASSAL - Josette VENTRE - Patrick VILORIA - Brigitte VIRZI-GONZALEZ.

Signé le 25 Septembre 2015
Reçu au Contrôle de légalité le 28 septembre 2015

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Hélène ABERT représentée par Vincent COULOMB - Colette BABOUCHIAN représentée par Michèle EMERY - Jean-Louis BONAN représenté par Guy SAUVAYRE - Michel DARY représenté par Lisette NARDUCCI - Eric DIARD représenté par Marie-Xavière SCOTTO DI UCCIO - Josette FURACE représentée par Marc LOPEZ - Jean-Claude GAUDIN représenté par Laure-Agnès CARADEC - Louisa HAMMOUCHE représentée par Samia GHALI - Garo HOVSEPIAN représenté par Eugène CASELLI - Paule JOUVE représentée par Bernard MARTY - Fabrice JULLIEN-FIORI représenté par Danielle MILON - Janine MARY représentée par Catherine CHAZEAU - Christophe MASSE représenté par Vincent GOMEZ - Martine MATTEI représentée par Michel ILLAC - Virginie MONNET-CORTI représentée par Isabelle SAVON - Dominique TIAN représenté par Carine ROGER.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

René BACCINO - Mireille BENEDETTI - Marie-Arlette CARLOTTI - Laurent COMAS - Yann FARINA - Albert GUIGUI - Claudette MOMPRIVE - Christyane PAUL - Guy PONTOUS - Roland POVINELLI - Marine PUSTORINO - Maryvonne RIBIERE - Claude VALLETTE - Didier ZANINI - Karim ZERIBI.

Monsieur Le Président a proposé au Conseil d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 014-1279/15/CC

**■ Financement d'aides individuelles aux jeunes des quartiers en politique de la ville pour une qualification dans les métiers de l'animation et du secourisme et approbation de conventions dans le cadre du Contrat de ville de Marseille Provence Métropole
DHCS 15/13624/CC**

Monsieur le Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de Communauté le rapport suivant :

Le contrat de ville de Marseille Provence Métropole a été signé le 17 juillet 2015 par la Communauté urbaine et ses partenaires, avec dans ses orientations prioritaires, un axe intitulé « la responsabilité partagée envers l'enfance et la jeunesse ». En effet, dans le diagnostic du contrat, il est écrit que « faute d'une vision partagée et « opérante » des différentes politiques éducatives et d'apprentissage, plusieurs générations d'enfants et de jeunes issus des quartiers prioritaires ont connu des parcours de « dés-intégration » sociale, puis économique. Il convient donc de faire de l'investissement sur la jeunesse des territoires de la politique de la ville « une priorité absolue de son action dans les années à venir ».

Ce constat est partagé par le conseil de développement, qui ciblait la jeunesse en difficulté au cœur des priorités métropolitaines dans le colloque organisé en octobre 2013 : « l'agglomération marseillaise est confrontée à de fortes inégalités qui vont croissant. Les jeunes sont les premiers concernés avec, ici plus qu'ailleurs, des sorties précoces du système scolaire, un niveau général de formation faible, un taux de chômage élevé et une pauvreté grandissante. Cet enjeu est essentiel pour la future métropole car il conditionne les futurs équilibres socio-économiques de ce grand ensemble de 1.8 million d'habitants ».

Et dans le Pacte de Sécurité et de Cohésion Sociale pour Marseille de 2013, la première série de mesures envisagée par l'Etat est regroupée dans une partie intitulée « Investir dans le capital jeunesse », où il s'agit « d'offrir à chacun, par des outils renforcés là où la précarité est la plus grande, les capacités de réussir ».

Conformément aux actions envisagées dans le contrat de ville, il est proposé au Conseil de Communauté de financer, pour des jeunes issus des quartiers de la ville de Marignane, Marseille et Septèmes-les-Vallons et pour ceux issus des quartiers de ville de La Ciotat :

-1 000 brevets d'aptitude aux fonctions d'animateur BAFA (30 pour des jeunes Marignanais, 930 pour des jeunes Marseillais, 10 pour des jeunes Septemois, 30 pour des jeunes Ciotadens)

- 800 unités d'enseignement « prévention et secours civiques de niveau 1 PSC1 (24 pour des jeunes Marignanais, 744 pour des jeunes Marseillais, 8 pour des jeunes Septemois, 24 pour des jeunes Ciotadens)

**Signé le 25 Septembre 2015
Reçu au Contrôle de légalité le 28 septembre 2015**

- 100 unités d'enseignement « premiers secours en équipe de niveau 1 PSE1 (3 pour des jeunes Marignanais, 93 pour des jeunes Marseillais, 1 pour des jeunes Septemois, 3 pour des jeunes Ciotadens)

- 100 unités d'enseignement « premiers secours en équipe de niveau 2 PSE2 (3 pour des jeunes Marignanais, 93 pour des jeunes Marseillais, 1 pour des jeunes Septemois, 3 pour des jeunes Ciotadens)

Cette répartition ayant été établie au prorata du nombre de jeunes de 17-24 ans habitant les quartiers prioritaires de la Communauté urbaine.

Ainsi ces jeunes bénéficieront-ils d'une première qualification dans les métiers de l'animation et du secourisme qui leur permettra de mettre en valeur des aptitudes pour la vie de groupe, d'acquérir des compétences d'encadrement dans une filière économique où la demande est importante, et d'élargir leur horizon personnel à d'autres univers.

Le brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur est destiné à permettre d'encadrer à titre non professionnel, de façon occasionnelle, des enfants et des adolescents en accueils collectifs de mineurs dans le cadre d'un engagement social et citoyen et d'une mission éducative.

La formation à ce brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur comprend dans l'ordre :

- une session de formation générale d'une durée de huit jours minimum,
- un stage pratique accompli en qualité d'animateur stagiaire dans un des accueils dont la liste est fixée par arrêté du ministre chargé de la jeunesse d'une durée de quatorze jours minimum,
- une session d'approfondissement soit d'une durée de six jours minimum, soit de qualification d'une durée de huit jours minimum.

Pour s'inscrire en formation, les candidats doivent être âgés de dix-sept ans au moins le premier jour de la session de formation générale. La durée totale de la formation ne peut excéder trente mois.

Ces sessions et stages sont placés sous le contrôle de l'Etat qui fixe par arrêté les objectifs, les modalités d'organisation, d'évaluation et de validation des sessions de formation et du stage pratique, ainsi que les modalités d'habilitation des organismes de formation.

C'est le directeur départemental de la jeunesse et des sports qui délivre ce brevet sur proposition d'un jury composé de représentants de cette direction, d'organismes de formation, d'organismes d'accueil collectif de mineurs et de la CAF.

L'unité d'enseignement prévention et secours civiques de niveau 1 PSC1 a pour objectif de faire acquérir à toute personne les capacités nécessaires pour concourir par son comportement à la sécurité civile. Ainsi, elle doit être capable d'exécuter une action citoyenne d'assistance à personne en réalisant les gestes élémentaires de secours (en cas d'asphyxie, de saignement, d'arrêt cardiaque, de malaise ou de traumatisme ...), de donner l'alerte et d'assurer une protection en cas de danger.

Cet enseignement doit être dispensé par un organisme de formation agréé avec une durée minimale de sept heures. L'encadrement doit être d'un formateur pour dix stagiaires.

Un certificat de compétences est délivré aux personnes qui ont :

- participé à toutes les phases de la formation ;
- réalisé tous les gestes de premiers secours au cours des phases d'apprentissage pratique ;
- participé une fois au moins, comme sauveteur, à une activité d'application.

L'unité d'enseignement « premiers secours en équipe niveau 1 » PSE 1 a pour objectif de certifier l'aptitude à porter secours, sur le plan technique et humain, à des victimes, en agissant seul ou au sein d'une équipe, avec ou sans matériel, dans l'attente ou en complément des services publics de secours concernés. Cette unité est sanctionnée par la délivrance du certificat de compétences de secouriste. Cet enseignement doit être dispensé par un organisme agréé avec une durée minimale de 35 heures. L'encadrement doit être assuré par une équipe pédagogique.

L'unité d'enseignement « premiers secours en équipe de niveau 2 » PSE2 permet d'approfondir les connaissances acquises et d'obtenir le diplôme d' « équipier secouriste ». La durée de l'enseignement est fixée à 28 heures minimum. L'encadrement est là aussi assuré par une équipe pédagogique.

De façon à insérer cette action de qualification dans un parcours d'accompagnement du jeune si nécessaire et à en assurer un suivi rapproché, il est proposé de confier la gestion de ces financements aux Missions Locales. En effet, présentes sur l'ensemble du territoire de la communauté urbaine, trois missions locales exercent une mission de service public de proximité destinée à permettre à tous les jeunes de 16 à 25 ans de surmonter les difficultés qui font obstacle à leur insertion professionnelle et sociale avec un accueil, une orientation et un accompagnement visant à l'accès à l'emploi, la formation, la santé, la culture et les loisirs :

- la Mission Locale de Marseille pour les jeunes habitant les quartiers politique de la ville de Marseille et Septèmes-les-Vallons,
- la Mission Locale Est Etang-de-Berre pour les jeunes habitant les quartiers politique de la ville Marignane,
- la Mission Locale de La Ciotat pour les jeunes habitant les quartiers de veille de La Ciotat.

Le coût total de cette opération est estimé à environ 1 200 000 euros. Il sera demandé aux Missions Locales de veiller à ce que les jeunes aient bien mobilisé l'ensemble des aides déjà disponibles pour ces formations, et notamment celle de la Région et la CAF pour le BAFA, avant de solliciter le soutien de la communauté urbaine.

- Pour financer hors frais de gestion

940 BAFA
752 PSC1
94. PSE1
94 PSE2

il est accordé un financement prévisionnel de 1 044 000 euros à la Mission Locale de Marseille pour les trois ans, se décomposant en

348 000 euros en 2016
348 000 euros en 2017
348 000 euros en 2018.

- Pour financer hors frais de gestion

30 BAFA
24 PSC1
3 PSE1
3 PSE2

il est accordé un financement prévisionnel de 33 000 euros à la Mission Locale Est Etang de Berre pour les trois ans, se décomposant en

11 000 euros en 2016
11 000 euros en 2017
11 000 euros en 2018.

- Pour financer hors frais de gestion

30 BAFA
24 PSC1
3 PSE1
3 PSE2

Il est accordé un financement prévisionnel de 33 000 euros à la Mission Locale de La Ciotat pour les trois ans, se décomposant en

11 000 euros en 2016
11 000 euros en 2017
11 000 euros en 2018.

Une convention avec chacune des Missions Locales détaille les objectifs recherchés dans cette action et les modalités de financement.

Un comité technique de suivi est mis en place : il regroupe les trois Missions Locales concernées, les représentants de la CAF, de la Région et de l'Etat qui cofinancent ces unités d'enseignement et le direction concernée de la communauté urbaine.

Un comité de pilotage composé du conseiller communautaire délégué à la politique de la ville, des présidents des Missions Locales, des élus de la CAF de la Région concernés et du préfet délégué à l'égalité des chances sera réuni au moins une fois par an pour faire le bilan de l'action.

Monsieur le Président propose au Conseil de Communauté d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Communauté,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du Travail ;
- L'arrêté préfectoral du 7 juillet 2000 portant création de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- Le décret n°2007-481 du 28 mars 2007 relatif aux brevets d'aptitude aux fonctions d'animateur et de directeur d'accueils collectifs de mineurs ;
- L'arrêté du 22 juin 2007 fixant les modalités d'organisation des brevets d'aptitude aux fonctions d'animateur et de directeur d'accueils collectifs de mineurs ;
- L'arrêté du 16 novembre 2011 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « prévention et secours civiques de niveau 1 » ;
- L'arrêté du 16 janvier 2015 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « premiers secours en équipe de niveau 1 » ;
- L'arrêté du 19 janvier 2015 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « premiers secours en équipe de niveau 2 ».

Sur le rapport du Président,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Les opportunités d'emploi offertes par la filière de l'animation et du secourisme,
- L'intérêt d'aider les jeunes des quartiers de la politique de la ville à acquérir une qualification dans les métiers de l'animation et du secourisme.

Après en avoir délibéré :

Décide

Article 1 :

Est accordée une participation totale prévisionnelle hors frais de gestion de 1 044 000 euros en 2016, 2017 et 2018 à la Mission Locale de Marseille pour l'octroi d'aides individuelles pour l'obtention de 940 BAFA, 752 PSC1, 94 PSE1, 94 PSE2 pour des jeunes des quartiers politique de la ville de Marseille et Septèmes-les-Vallons.

Article 2 :

Est accordée une participation totale prévisionnelle hors frais de gestion de 33 000 euros en 2016, 2017 et 2018 à la Mission Locale Est Etang de Berre pour l'octroi d'aides individuelles pour l'obtention de 30 BAFA, 24 PSC1, 3 PSE1, 3 PSE2 pour des jeunes des quartiers politique de la ville de Marignane.

Article 3 :

Est accordée une participation totale prévisionnelle hors frais de gestion de 33 000 euros en 2016, 2017 et 2018 à la Mission Locale de La Ciotat pour l'octroi d'aides individuelles pour l'obtention de 30 BAFA, 24 PSC1, 3 PSE1, 3 PSE2 pour des jeunes des quartiers de veille de La Ciotat

Article 4 :

Les crédits nécessaires, soit 1 200 000 euros TTC, sont inscrits au budget 2016 et suivants de la Communauté urbaine - Nature 6574 - Fonction 824 - Sous-Politique E110.

Article 5 :

Est approuvée une convention pluriannuelle avec la Mission Locale de Marseille fixant les objectifs, les conditions et les modalités de financement pour l'obtention de 940 BAFA, 752 PSC1, 94 PSE1, 94 PSE2 pour les années 2016, 2017 et 2018.

Article 7 :

Est approuvée une convention pluriannuelle avec la Mission Locale Est Etang de Berre fixant les objectifs, les conditions et les modalités de financement pour l'obtention de 30 BAFA, 24 PSC1, 3 PSE1, 3 PSE2 pour les années 2016, 2017 et 2018.

Article 6 :

Est approuvée une convention pluriannuelle avec la Mission Locale de La Ciotat fixant les objectifs, les conditions et les modalités de financement pour l'obtention de 30 BAFA, 24 PSC1, 3PSE1, 3 PSE2 pour les années 2016, 2017 et 2018.

Article 8 :

Monsieur le Président de la Communauté urbaine, ou son représentant, est autorisé à signer ces conventions et tous les documents y afférents.

Pour Visa,
Le Conseiller Délégué
Habitat - Logement - Politique de la Ville
Cohésion Urbaine

Pour Présentation,
La Présidente Déléguée de la Commission
Habitat et politique de la Ville

Daniel HERMANN

Arlette FRUCTUS

Certifié Conforme,
Le Président de la Communauté Urbaine
Marseille Provence Métropole

Signé le 25 Septembre 2015
Reçu au Contrôle de légalité le 28 septembre 2015

Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole
HPV 014-1279/15/CC

Guy TEISSIER

Signé le 25 Septembre 2015
Reçu au Contrôle de légalité le 28 septembre 2015